

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21928 - 81ÈME ANNÉE

Quelle justice pour les descendants des victimes d'un régime raciste qui domina La Réunion jusqu'en 1946 ?

La Réunion face au débat mondial sur les réparations du colonialisme

La mobilisation mondiale pour les réparations du colonialisme s'amplifie à l'ONU, portée par des États caribéens et africains. Le rapport du Haut-Commissaire Volker Türk réaffirme la nécessité d'une justice réparatrice. À La Réunion, marquée par l'esclavage et l'engagisme, ce débat international ravive la quête de reconnaissance et de réparation historique.

Alors que le débat sur les réparations liées au colonialisme s'intensifie aux Nations Unies, l'organisation Colonialism Reparation salue l'élargissement progressif de la mobilisation internationale. Des États caribéens, puis africains, ont porté avec insistance cette revendication historique, rappelant que les violences du génocide des populations natives, de la traite transatlantique, de l'esclavage et des formes contemporaines de néocolonialisme continuent d'imprégner le présent. Cette dynamique mondiale trouve un écho particulier à La Réunion, département français dont l'histoire est profondément marquée par l'esclavage et l'engagisme.

Reconnaître les conséquences actuelles du colonialisme

Lors du débat général de la 79e session de l'Assemblée générale en septembre 2024, plusieurs pays caribéens — Antigua-et-Barbuda, Barbade, Haïti, Sainte-Lucie ou encore Cuba — ont exigé que la communauté internationale reconnaisse les conséquences actuelles du colonialisme. En 2025, la 80e session a vu pour la première fois un front uni entre nations caribéennes et africaines, du Ghana au Togo en passant par le Niger, soulignant que la question n'est plus régionale mais véritablement mondiale.

Cette même année, le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Volker Türk, présentait un rapport majeur affirmant que la justice réparatrice est indispensable pour démanteler les formes contemporaines de racisme systémique. Parmi les mesures recommandées figurent les excuses officielles, l'accès aux archives, la recherche de la vérité, la mémorialisation, l'indemnisation et un soutien psychosocial aux populations concernées.

La Réunion pleinement concernée

Pour La Réunion, ces orientations internationales résonnent fortement. Le passé esclavagiste de l'île — aboli seulement en 1848 — a façonné durablement sa structure sociale, son foncier, ses inégalités et même sa toponymie. Les descendants des personnes réduites en esclavage et des travailleurs engagés réclament depuis des décennies une reconnaissance plus profonde, un accès facilité aux archives et une prise en compte réelle des mémoires multiples. Les initiatives locales existent, mais elles restent fragmentaires face à la profondeur de l'héritage.

L'intensification du débat onusien ouvre ainsi une fenêtre historique pour La Réunion. Elle rappelle que les anciennes colonies françaises devenues départements ne sont pas périphériques mais pleinement concernés par les discussions mondiales sur les réparations. En cela, leur inclusion active dans ces processus apparaît indispensable : comprendre le passé pour réparer le présent et envisager un avenir réellement égalitaire.

M.M.

La « première COP des peuples » revendique la fin de l'utilisation des énergies fossiles

À la COP30 de Belém, Lula appelle les nations à renforcer la réduction des gaz à effet de serre et à soutenir les pays forestiers. Il insiste sur une participation sociale large, qualifiant l'événement de « première COP des peuples ». Le président met en avant le rôle central de l'Amazonie, la nécessité d'un financement climatique équitable et l'importance de construire un futur énergétique libéré des combustibles fossiles.

À Belém, au cœur de l'Amazonie, le président Luiz Inácio Lula da Silva a dressé un état des lieux des négociations de la COP30, affirmant avec force que les dirigeants mondiaux doivent s'engager à accroître leurs efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Pour le Brésil, pays hôte, l'enjeu est autant diplomatique que symbolique : montrer que l'Amazonie n'est pas une abstraction, mais un territoire vivant, déterminant pour l'équilibre climatique planétaire.

Lula a rappelé que le Brésil proposait un « Roadmap » destiné à orienter la sortie progressive des combustibles fossiles tout en respectant la souveraineté de chaque pays. « Chacun doit assumer sa part », a-t-il martelé, tout en soulignant que la volonté politique demeure la clé d'une transition juste et réaliste.

La tenue de la conférence dans la capitale du Pará est elle-même un message : accueillir un événement mondial dans une ville située au cœur de la forêt permet de confronter directement les acteurs internationaux à la réalité amazonienne. Lula s'est réjoui de voir Belém devenir un symbole mondial, dépassant son homonyme biblique et révélant au monde un peuple « chaleureux, accueillant et généreux ».

Le président a également insisté sur la nature inédite de cette COP, marquée selon lui par une participation sociale sans précédent. Avec 3 500 participants autochtones et une forte présence des organisations de femmes, Lula a parlé d'une « COP des peuples », reflétant la diversité des voix concernées par l'avenir du climat. Pour lui, l'inclusion dépasse la simple représentativité : elle est une condition minimale d'une transformation collective et équitable.

Les négociations ont abordé plusieurs dossiers sensibles : adaptation, financement et gouvernance de la transition énergétique. Le président de la

Conférence, André Corrêa do Lago, a souligné l'intensité des échanges avec les groupes de négociation, les acteurs privés et les gouvernements locaux, rappelant l'impact économique massif des choix climatiques.

Rémunérer ceux qui protègent les forêts

Un des progrès notables concerne le Fonds « Tropical Forests Forever » (TFFF), salué par la ministre de l'Environnement, Marina Silva. L'annonce d'une contribution allemande d'un milliard d'euros marque un tournant : le TFFF propose un modèle innovant où les pays qui préservent leurs forêts sont rémunérés via un fonds global durable, transformant la conservation en moteur de développement.

Construire collectivement la possibilité d'un avenir viable

Lula a aussi rappelé que le Brésil est un exemple de transition énergétique possible : électricité largement décarbonée, usage massif d'éthanol et développement des agrocarburants. Mais pour que cette avancée soit mondiale, le soutien des pays riches demeure indispensable : financement, transfert technologique et coopération doivent permettre aux nations pauvres de franchir un « saut qualitatif ».

Enfin, le président du Brésil a affirmé sa confiance dans la capacité des négociateurs à bâtir des accords consensuels. « Rien n'est imposé dans une COP », a-t-il souligné. Il s'agit de convaincre, de dialoguer et de construire collectivement la possibilité d'un avenir viable. À Belém, Lula a voulu montrer que cet avenir commence avec l'Amazonie, mais qu'il concerne chaque citoyen de la planète.

M.M.

Les actionnaires du complexe militaro-industriel français s'impatientent et envoient un général faire peur aux maires

Discours alarmiste du chef d'état-major de l'armée française pour justifier l'augmentation de l'argent public pour les militaires au détriment de la santé, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté

Un discours alarmiste du chef d'état-major devant les maires sert surtout à pousser à une hausse des dépenses militaires. En agitant le spectre d'une guerre inévitable, il cherche à transformer les élus locaux en relais d'une mobilisation budgétaire dont le complexe militaro-industriel français, pressé d'obtenir de nouveaux profits, serait le véritable bénéficiaire

À écouter le chef d'état-major des militaires français devant l'Association des maires de France, on pourrait croire que la guerre menace et que chaque commune devrait déjà se préparer à l'impact. Mais derrière ce déluge de scénarios apocalyptiques, un constat s'impose : les actionnaires du complexe militaro-industriel français semblent pressés, et le général joue le rôle de messenger chargé d'effrayer les élus .

Le récit est réglé comme une mécanique : retrait américain, Chine agressive, terrorisme en expansion, Moyen-Orient en flammes... et surtout une Russie dépeinte comme prête à attaquer l'Europe d'ici 2030. L'objectif implicite est limpide : pousser les maires, relais indispensables auprès des citoyens, à accepter sans discuter une hausse massive et durable des budgets pour acheter des armes. Le général insiste sur la « souffrance économique » nécessaire, sur les sacrifices à consentir, et sur la priorité absolue que les communes devraient accorder à la guerre.

Ce discours alarmiste tombe à point nommé pour une industrie dont les carnets de commandes se remplissent, mais pas suffisamment vite au goût de ses actionnaires. En brandissant l'ombre d'un conflit imminent, ces derniers espèrent verrouiller l'adhésion des élus locaux, légitimer des dépenses déjà colossales et préparer encore davantage de crédits publics orientés vers les armes.

Les maires savent pourtant que ceux qui les ont élus attendent plutôt des réponses en matière de santé, d'éducation, de logement ou de services publics en crise. Leur demander de devenir les relais d'une mobilisation militaire permanente revient à déplacer sur eux la responsabilité d'un choix politique majeur.

Une telle question mérite un débat démocratique, pas une campagne de peur orchestrée pour satisfaire l'impatience d'actionnaires déjà ultra-riches.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

**« Pou trap ali, lèw bonèr, dor tar ! »
In kozman pou la rout**

Mézami, dan la vi, néna touzour lo shassèr épi lo proi. Lo shassèr son rol sé d'trapé épi tyé, la proi, son rol évite k'i trap ali épi k'i tyé ali. Néna bon-bon shassèr épi bon-bon proi.

Tout fasson sé kan la shass lé fini k'i koné kissa la gagné, si sé lo shassèr la gagné, sansa la proi la gagné. Pars lé pa ékri d'avanss sak i doi sorte vinkèr dann in konba.

I paré lo lion sé in bon shassèr, mé li rate son sib souvan dé foi kan li shass in zèb é aspèr azot biensir lo zèb i tyéra pa in lion mé li lé an kapassité pou éskivé é sé son kapassité la k'i fé d'li in proi lé pa évidan pou lo lion trapé.

I paré la shass i pé dir lontan san vinkèr, san vinki é lé pa sir mèm si la shass i dir lontan lo lion lé sir d'trap lo zèb. La pa sir trapé pars la proi sé in éskivèr promyé kass.

A bon antandèr salu !

Justin